

monde, si je puis ainsi parler, le mouvement indique presque toujours un progrès.

Nos journaux politiques ont tenu à remplir enfin la dernière partie de leur programme, lequel se résume dans ces mots placés en tête de chacun d'eux :

“ Journal politique, Commercial et littéraire.”

Plusieurs journaux parisiens échangent maintenant avec les nôtres et en reproduisent assez souvent les articles avec des compliments bien sentis. Les journalistes ont entre eux certains devoirs de confrères, par exemple de se dire rudement leurs vérités au grand plaisir des lecteurs qui aiment ce genre de combat, ou bien—c'est le revers de la médaille,—de se jeter à la tête une foule de compliments réciprocques, politesse d'autant plus louable qu'elle amuse ceux qui voient le fond du sac. Les journaux parisiens en sont encore aux douceurs avec leurs petits frères du Canada auxquels ils peuvent donner de bons conseils sous le rapport du style, mais dont ils peuvent aussi apprendre bien des choses qu'ils ignorent sur notre compte.

En présence de ces faits et de bien d'autres qu'il serait trop long de vous énumérer, la prophétie de M. Philarrète-Chusles devient de plus en plus obscure. Je veux néanmoins, dans les limites du possible, interroger l'avenir afin de vous rassurer complètement.

### III

Les luttes du passé se renouvelleront-elles? nous sommes encore à la veille d'un changement de constitution, et la majorité Anglo-Saxonne voudra peut-être abolir l'usage de la langue française dans la législature confédérée? Des députés, des journalistes ont déjà exprimé publiquement cette appréhension. Elle n'est pas fondée, à mon avis, car les arguments que MM. de Lotbinière, Parent et Papineau firent si bien valoir en 1792, 1841, et 1844, triompheront encore. D'après les résolutions de la conférence de Québec, l'acte impérial de confédération devra autoriser l'usage de la langue française. Mais si la législation des provinces-unies voulait en proscrire l'usage, il nous resterait un argument invincible, c'est que nous ne sommes plus seulement soixante-et-tix mille, comme en 1792, mais un million et davantage, et qu'étant lecteurs nous avons droit d'exiger que les mesures politiques qui nous intéressent soient portées à notre connaissance dans la langue que nous parlons?—Je dirai plus : tout changement constitutionnel qui pourra survenir en Canada, dans la suite des temps, ne saurait porter un coup mortel à la langue française tant que les canadiens-français voudront bien l'apprendre, la parler et l'écrire.

Toutefois les espérances et les craintes des amis de la littérature française en Canada sont très-variées. Il me serait difficile, pour plusieurs raisons, de mentionner toutes celles que j'ai entendu formuler, et je me contenterai d'en signaler quelques-unes.

Voici d'abord quelles sont mes craintes ou mieux, je vous le répète, celles que j'ai entendu exprimer par des hommes habiles et expérimentés. J'aurais mauvaise grâce à me poser en censeur, mais personne ne me reprochera de donner cours à de saines opinions.

Comparable à un jeune homme vigoureux, le peuple canadien a une exubérance d'énergie et de santé qu'il dépense de mille manières, mais souvent hélas! en pure perte. Je vous en rappellerai un exemple curieux : Marchildon, le député campagnard rendu célèbre par ses excroissances et sa fin tragique, Marchildon serait peut-être devenu un grand orateur s'il eût eu le même avantage que sa fille qui, suivant l'expression qu'il employait dans un de ses discours aussi longs qu'inimitables, —“ avait l'orthographe très-développée.” Hélas! pour le pauvre Marchildon, l'orthographe, la syntaxe et, plus tard, le sens commun, n'avaient aucune entrave : Il se tua dans un accès de folie, en maudissant la compagnie du Grand-Tronc qu'il avait souvent comparée à la bête de l'Apocalypse.

Mais, dans une autre sphère, que de beaux et riches talents, privés d'une bonne direction et de sages conseils, ont succombé, dès leur essor, sous le poids des louanges exagérées! Lisez, par exemple, dans les recueils de journaux, les tirades nombreuses qui s'y trouvent, tant en prose qu'en vers, sur le patriotisme et la nationalité. Malgré de nombreuses imperfections, ces écrits dénotent des talents naturels très-remarquables. Or, où sont les auteurs? Ont-ils fait leur chemin, comme on dit vulgairement? Ont-ils écrit plus tard des ouvrages dignes de passer à la postérité? Oui, quelques-uns ont réussi et plusieurs de nos contemporains les plus éminents ont débuté par une chanson, une ode pleine de feu, ou un article virulent contre la soi-disant apathie de leurs compatriotes. Mais au grand nombre de jeunes talents que le plus bel avenir semblait attendre, on peut malheureusement appliquer ce vers de J. B. Rousseau :

“ Je n'ai fait que passer, il n'était déjà plus!”

Et comment furent-ils jetés hors de la bonne voie? Excusez la franchise de ma réponse : Souvent ce n'était point faute de conseils

éclairés qu'ils ont compromis leur avenir. Parmi les prêtres et les laïques, nous avons toujours eu en Canada des hommes d'un talent hors ligne; ces jeunes gens auraient pu les consulter, et si,—comme cela est arrivé bien des fois,—la question du pain quotidien était une entrave à leurs études, ils n'auraient pas cherché longtemps un protecteur éclairé qui se serait fait un devoir de leur prêter assistance, et même un éditeur arrangeant qui aurait acheté leurs écrits pour les publier. Vous connaissez tous des exemples de ces ruines intellectuelles et morales, et je ne voudrais pas vous attrister en citant des noms. Je disais tout-à-l'heure qu'à ces jeunes gens, il avait manqué une bonne direction et de sages conseils; j'aurais dû dire qu'ils s'étaient volontairement privés de ces avantages pour écouter les suggestions de l'orgueil et de la paresse. Aussi, ils ont fait naufrage et tous ceux qui ont réussi étaient modestes et laborieux; à ces deux signes vous reconnaîtrez toujours les jeunes gens d'avenir.

“ Aimez qu'on vous conseille et non pas qu'on vous loue.”

a dit l'auteur de l'Art poétique. Les articles indiscretement louangeurs d'un journal, les fades compliments répétés cent fois par jour à la promenade et à la veillée ont, dans notre pays, croyez-moi bien, perdus plus de jeunes talents que les avis sévères, mais adoucis par la bienveillance, n'en ont développés.

J'ai parlé des journaux, et à ce sujet je m'adresserai encore au bureau des statistiques : Je puis me tromper mais je crois fermement que, toutes proportions gardées, la population française du Canada possède plus de journaux qu'aucune autre nation du monde, à l'exception des Etats-Unis avec qui nous pouvons presque rivaliser sous ce rapport. Est-ce un bien? Les uns disent : oui, mais j'ai toujours pensé que leur opinion n'était pas entièrement désintéressée. D'autres disent : non! Et voici la raison qu'ils donnent : je vous laisse le soin de l'apprécier :

Si les talents, l'énergie, et,—triste réalité!—les abonnements qui sont disséminés à l'infini sur un trop grand nombre de journaux ou de *Revue*s, étaient concentrés au profit de quelques bonnes publications, la littérature et l'opinion publique ne pourraient qu'y gagner sous tous les rapports. Et pourtant, chose étrange! je dirai même humiliante pour la vanité humaine, ces journaux nés hier et trépassés demain jaillissent tous, (car c'est un jet presque continu,) de cette idée “ que le besoin d'une bonne publication se faisait vivement sentir ” et tous veulent remplir ces vides,—déplorables à tous égards,—s'il faut en croire leurs jeunes rédacteurs. Mais je vous ferai observer que les remèdes à tous les maux, les Tue-douleurs (*Pain Killers*) les élixirs de toutes les espèces, les boutons à quatre trous et les nouvelles méthodes d'analyse logique simplifiée s'annoncent de la même manière, et je trouve, quant à moi, ce procédé indigne des journalistes sérieux que cette réflexion ne saurait offenser. Bien souvent nos meilleurs journaux sont obligés d'adresser de tendres reproches à leurs abonnés retardataires; et savez-vous l'excuse que ces derniers font ordinairement valoir? Ils disent, et avec raison : “ Tous les jours on nous demande de souscrire à un nouveau journal, pour des considérations excellentes... à première vue; nous voilà souscripteurs, mais l'abonnement expire et nous ne sommes pas en mesure de payer... vous voudrez donc bien attendre encore quelques semaines, etc., etc. . . .” —Ne vous semble-t-il pas évident, mesdames et messieurs, que le besoin de nouvelles publications périodiques n'est pas très-vif? Sachons distinguer entre celles qui existent; ne méprisons pas nos encouragements à celles qui en sont dignes, et sans exclure tout-à-fait, les nouveaux venus, acceptons-les toujours avec discrétion et après mûr examen. Les journalistes sérieux, je vous le répète, applaudiront les premiers à ce changement. Je vais parcourir, en terminant le chapitre de nos espérances.

Rien n'est plus consolant pour les vrais amis du Canada que la prospérité toujours croissante de nos grands établissements d'éducation. Dans ces maisons qui,—je puis le dire sans exagération et sans flatterie,—sont le boulevard le plus inébranlable de notre nationalité et de notre avenir, nos jeunes gens apprendront, par de solides études, à bien connaître leur langue. Devenus hommes, ils sauront la faire respecter par leurs écrits et leurs discours. Notre jeune littérature compte déjà un grand nombre d'ouvrages remarquables. Nos écrivains ne tarderont pas à être bien connus en France; l'émulation et le mouvement littéraire au Canada ne pourront que profiter de ces rapports avec notre ancienne mère-patrie. Nous ne sommes pas inconnus dans les grandes expositions industrielles de l'Europe, pourquoï ne nous ferions-nous pas connaître et apprécier dans la grande république des lettres? Nous ne primerons pas dès le début, mais si humble que doive être notre place, nous avons droit d'en avoir une et nous l'aurons.

Je finis par un détail que certaines personnes trouveront peut-être insignifiant mais que je regretterais de passer sous silence.

Un poète a écrit ce beau vers :

“ Le pauvre peuple a besoin de chansons.”